

questions
de communication

Questions de communication

8 | 2005
Mondes arabophones et médias

Jean-Denis MOUTON, dir., *L'Union européenne en débat. Visions d'Europe centrale et orientale*

Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. Cap Europe, 2004, 263 p.

Arnaud Mercier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5956>

ISSN : 2259-8901

Éditeur

Presses universitaires de Lorraine

Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2005

Pagination : 513-516

ISBN : 978-2-86480-868-8

ISSN : 1633-5961

Référence électronique

Arnaud Mercier, « Jean-Denis MOUTON, dir., *L'Union européenne en débat. Visions d'Europe centrale et orientale* », *Questions de communication* [En ligne], 8 | 2005, mis en ligne le 29 mai 2012, consulté le 21 août 2019. URL : <http://journals.openedition.org/questionsdecommunication/5956>

Ce document a été généré automatiquement le 21 août 2019.

Tous droits réservés

Jean-Denis MOUTON, dir., *L'Union européenne en débat. Visions d'Europe centrale et orientale*

Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. Cap Europe, 2004, 263 p.

Arnaud Mercier

RÉFÉRENCE

Jean-Denis MOUTON, dir., *L'Union européenne en débat. Visions d'Europe centrale et orientale*, Nancy, Presses universitaires de Nancy, coll. Cap Europe, 2004, 263 p.

- 1 Cet ouvrage est la publication des actes d'un colloque universitaire, tenu en avril 2003 à l'université Nancy 2, où intervenaient également des diplomates et quelques hommes politiques. Il livre des réflexions sur l'identité des pays d'Europe centrale et orientale (PECO, qualificatif rejeté par de nombreux intervenants), leurs aspirations en entrant dans l'Union, les conséquences politiques de l'élargissement à dix nouveaux membres de l'Union, et les conditions d'émergence d'un espace public européen commun incluant ces nouveaux venus. L'utilité première du livre est de présenter au lecteur français le point de vue des « autres » sur l'Union européenne. Plusieurs auteurs rappellent que l'Union est d'abord vue comme un pôle de stabilité démocratique et de paix, ou comme un mât de cocagne. Cependant, dans la lignée des stimulants propos de Václav Havel, repris ici, le passé de domination communiste a permis d'adopter un point de vue critique sur certains travers de nos sociétés capitalistes : « [il faut que] les gens cessent d'être un troupeau, une marchandise manipulable et uniformisée, consommateurs de la culture télévisée. Et peu importe qu'ils puissent choisir entre trois mastodontes concurrentiels du monde capitaliste ou un mastodonte unique et sans concurrence du monde socialiste. Que les couleurs extérieures d'un système et la grisaille de l'autre ne nous cachent pas que la vie y est un même désert qui a perdu son sens » (*Interrogatoire à distance*, La Tour d'Aigues, Éd. de l'Aube, 1989).

- 2 Durant la phase de « retour à l'Europe » de ces pays, à partir de 1989, l'idéalisation de l'Europe, terre de liberté et d'abondance, a cédé la place à un certain « désenchantement », affirme André Reszler (p. 35). Le paradoxe est que l'entrée dans l'Union s'est probablement faite au moment même où le désir d'Europe se faisait moins intense, voire teinté d'un peu d'amertume, devenant « un mariage de raison » poursuit André Reszler (p. 44). Pour Petia Gueorguieva, l'adhésion à l'Union s'est accomplie dans un climat incertain. Selon l'enquête « Eurobaromètre » de l'automne 2002, dans les PECO, 70 % des Bulgares, par exemple, affirmaient être mal informés sur le processus d'adhésion en cours de leur pays, 40 % reconnaissaient ne pas connaître grand chose à l'Union. Elle insiste aussi sur un retournement de croyance à la fin des années 1990. L'ère de l'eldorado est révolue, l'Union a donné lieu à « un autre genre de mythe et de croyance, lié cette fois à des craintes et à des angoisses de la population : celui selon lequel l'Union européenne est surtout une bureaucratie coûteuse, dont les caisses seront remplies par les impôts nationaux » (p. 135). Dans la même enquête, il transparaît que les citoyens des PECO partagent une identique crainte sur les perdants de l'adhésion à venir : « Ce qui est frappant, c'est que le même schéma général des groupes défavorisés se répète dans tous les pays : presque partout, les agriculteurs, les personnes âgées, les personnes à revenus faibles, les travailleurs manuels et les fonctionnaires sont désignés comme perdants » (p. 136). Ce sont à peu près les mêmes catégories qui ont déjà perdu au jeu de la transformation des économies socialistes en économies de marché. L'Union n'apparaît donc à leurs yeux que comme un ferment supplémentaire de déstabilisation. Impossible de ne pas voir dans ces données, des rapprochements avec certaines motivations du vote non en France, lors du référendum sur le traité constitutionnel. Impossible de ne pas prendre sérieusement en compte ces faits d'opinion pour les tenants de l'élargissement et de l'approfondissement de l'Union. D'ailleurs, Antoine Roger livre une intéressante typologie de la reconstitution des systèmes de partis dans ces pays, en fonction de leur position sur l'enjeu européen. L'Union exerçant une forte pression sur ces pays pour qu'ils intègrent l'acquis communautaire, il souligne que les partis nationaux se sont adaptés de façon « à répondre aux exigences de l'Union et aux intérêts formés au niveau interne. Les partis ont donc une face tournée vers l'extérieur et une face tournée vers l'intérieur. Ces deux faces ne sont pas automatiquement accordées » (p. 143).
- 3 Pourtant, beaucoup d'auteurs insistent sur le désir évident de rejoindre l'Union, en montrant par un rappel successif de l'histoire des principaux pays de la zone, à quel point ils sont et ont toujours été européens. Un des autres débats abordés ici, déjà classique, est de savoir s'il existe une unité des pays d'Europe centrale (voir le fameux livre de l'historien hongrois Jenő Szűcs : *Les Trois Europes*, Paris, Éd. L'Harmattan, 1985). Beaucoup insistent alors sur un rapport à la nation longtemps contrarié par les empires alentour, sur, du coup, une vision plus romantique et plus culturelle de l'identité nationale, ce que Michel Maslowski nomme « une identité d'un nouveau type : l'identité d'une nation culturelle » (p. 19). À partir de là, l'une des pistes principales explorées dans ce livre, autour de la contribution du philosophe Jean-Marc Ferry, est celle des identités culturelles et la construction d'une espace public européen. On y retrouve, sous forme synthétique, mais quand même plus pragmatique, les idées bien connues de ce dernier. Pour lui, impossible de trouver dans la géographie ou une identité historique, un facteur naturel d'identité européenne. La seule question qui permette selon lui de définir les contours de l'Union est « que voulons-nous faire ? » et « comment ? » (p. 75). Il présente donc le projet de constitution (alors en discussion et que le député européen

Alain Lamassoure présente longuement) comme un « contrat social européen » fondé sur un modèle de « consensus par recoupement » (p. 76) bannissant la coercition. En ce qui concerne l'élargissement, il suggère trois critères d'approbation pour chaque pays : « un critère constitutionnaliste : l'adhésion aux principes de l'État de droit démocratique ; un critère utilitariste : l'euro-compatibilité des modes de régulation et des niveaux de développement économiques ; un critère communautariste : une certaine parenté de dispositions culturelles et de pratiques sociales entre les peuples appelés à l'union » (p. 80). Et de proposer, par l'éducation notamment, que l'Europe arrive à se bâtir en rupture avec les canons de la construction stato-nationale, rompant « largement avec des catégories conventionnelles de l'affiliation historique, de l'allégeance culturelle, de la loyauté inconditionnelle (acritique) » (p. 84). Autant d'exigences qui lui font reconnaître lucidement que « le pari européen n'est pas gagné » (p. 85). D'ailleurs, l'universitaire et ancien candidat à la présidence de la République tchèque, Jan Sokol, considère que l'idée de contrat volontaire « est une belle idée, mais qui n'est malheureusement viable qu'en cas de beau temps. Par temps d'orage, il est difficile de se passer de toute possibilité de contrainte » (p. 90).

- 4 Cet ouvrage permet donc de baliser l'ensemble des enjeux de la construction communautaire : la géographie, la culture, l'identité, les cadres juridiques, les critères économiques ; en apportant un contrepoint utile, par la parole donnée à nos *alter ego*, au centre et à l'Est de l'Europe. En parfait complément, on lira avec profit l'ouvrage récent dirigé par Joël Andriantsimbazovina et Christophe Geslot (*Les Communautés et l'Union européenne face aux défis de l'élargissement*, Paris, Éd. La Documentation française, 2005).
- 5 Toutefois, les propos tenus dans le livre de Jean-Denis Mouton n'abordent pas une question qui est sans doute taboue, et qui a pourtant dû peser sur les motivations de vote en France et aux Pays-Bas, à savoir le bien-fondé des élargissements successifs par rapport au projet politique initial de la CEE. La dynamique d'élargissement a été poussée si loin qu'elle remet probablement en cause les fondements mêmes du projet européen tel que les peuples d'Europe occidentale avaient fini par se l'approprier.
- 6 Avec les élargissements successifs, l'idéal d'une Europe unie, forte et cohérente, l'idée d'une Europe puissance, l'utopie d'une Europe fédérale, des États-Unis d'Europe, s'effrite. Qui peut croire qu'à 25 et bientôt 27 ou 28, l'Union européenne pourra être autre chose qu'un vaste marché commun, régulé politiquement *a minima*, juste ce qu'il faut pour assurer un accroissement du bien-être collectif : paix, dialogue entre les peuples, solidarité régionale, protection aux frontières, préservation des acquis communautaires, influence diplomatique relative ? Ce qui est déjà beaucoup au regard de notre histoire continentale faite de guerres et de chauvinisme exacerbé. Le dilemme que nous devons affronter provient de ce que ce sont les principes mêmes de construction européenne qui ont engendré cette situation. L'Europe s'épuise de son refus ou impossibilité de poser un principe de finitude. Ses pères fondateurs voulaient bâtir des institutions et créer des solidarités de fait pour garantir la paix, pour sortir d'un cycle infernal de guerres et de désirs de revanche. Cet objectif acquis à l'Ouest, son prolongement « naturel » fut de réconcilier les deux Europe, celles dont le glacis soviétique avait délimité les contours, ce que tous les auteurs des PECO rappellent ici. Réconcilier signifiait pour les dirigeants politiques intégrer. Incapables d'endosser une décision qui eût été jugée arbitraire, ils ne purent se résigner à laisser de côté les pays dont ils soutinrent le combat pour la liberté. L'Union européenne se devait au respect de ses idéaux. Elle est fondée sur la célébration des valeurs démocratiques : État de droit, droits de l'homme, respect des différences et

des minorités, économie de marché et suffrage universel. Comment avec des valeurs si générales et si empreintes de tolérance refuser l'accès à l'Union à des pays qui en feraient la demande ? Comment interdire une adhésion sur d'autres critères que le trop grand éloignement à ces seuls principes ? Comment justifier une clôture de l'espace européen sans apparaître en contradiction flagrante avec l'humanisme et le libéralisme affichés ? Comment poser une règle de non-extension quand on se présente en modèle à imiter, donc à rejoindre ? Comment restreindre le champ d'application des bienfaits de l'Union quand on revendique des valeurs universalistes ? Comment se priver des apports de l'ouverture de nouveaux marchés quand on défend une organisation capitaliste de la société ? Paralysés par le risque de telles contradictions, les États de l'Union ont présenté et présentent encore l'Union européenne comme une terre d'accueil pour les États-nations du continent. Universaliste dans ses fondements et ses conditions d'adhésion, l'Union européenne est victime de son succès. Elle attire. C'est un bienfait pour la paix des peuples, c'est un avantage pour son développement économique, mais c'est un handicap politique. Le traité constitutionnel est présenté par ses défenseurs comme le moyen d'organiser le système politique européen en lui garantissant plus de cohérence et un pouvoir d'initiative élargi. Le meilleur symbole en serait la création d'un poste de ministre des affaires étrangères de l'Union. Mais une telle évolution se fait *a minima* car la dynamique ininterrompue d'élargissement contrecarre la logique d'approfondissement. L'Europe est vouée à devenir un grand espace unifié mais ne sera très probablement jamais une grande puissance politique. Aucun doute, comme le titre du livre l'indique, l'Europe mérite d'être mise en débat.

INDEX

oeuvre citée Union européenne en débat. Visions d'Europe centrale et orientale (L') – (Jean-Denis Mouton, 2004)

AUTEURS

ARNAUD MERCIER

CREM, université Paul Verlaine-Metz LCP CNRS, Paris
arno.mercier@wanadoo.fr